



DEMANDE DE CITOYENNETÉ CANADIENNE - ENFANTS MINEURS (moins de 18 ans) En vertu du paragraphe 5(2)

Le parent ou le tuteur qui présente une demande au nom d'un mineur (âgé de moins de 18 ans) qui est un résident permanent devrait remplir ce formulaire.

N'utilisez pas ce formulaire si le mineur est admissible à la citoyenneté en raison de sa naissance hors du Canada d'un parent canadien (citoyenneté par filiation)

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Numéro d'IUC	
Numéro du certificat	

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
Valider
Non

1 Dans quelle langue souhaitez-vous recevoir le service?

2 Le mineur a-t-il des besoins spéciaux qui nécessitent des mesures d'adaptation? Cela peut comprendre l'accès en fauteuil roulant, l'interprétation gestuelle ou l'accès à un assistant ou à un chien aidant.

Si vous avez répondu « Oui », sélectionnez le type de mesure d'adaptation requise.

Si vous sélectionnez « Autre », précisez la mesure d'adaptation requise dans cette case.

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
Espace réservé pour l'étiquette de la demande

3 La personne qui présente la demande pour le mineur est le

b) Nom complet de la personne qui fait la demande au nom du mineur

c) Le mineur est-il légalement adopté?

Remarque : Les tuteurs peuvent présenter une demande au nom du mineur à condition que le mineur ait au moins un parent, biologique ou adoptif, qui est citoyen canadien ou qui présente une demande pour devenir citoyen canadien. Vous devez fournir un certificat de naissance, une ordonnance d'adoption ou un document juridique attestant la tutelle (voir le guide d'instructions pour le certificat de naissance ou les ordonnances d'adoption).

4 a) Quel est l'identificateur unique de client (IUC) du mineur, comme il est indiqué sur sa fiche relative au droit d'établissement (IMM 1000), sa confirmation de résidence permanente (IMM 5292 ou IMM 5688) ou sa dernière carte de résident permanent (carte RP)?

b) Quel est le nom complet du mineur, comme il est indiqué sur sa fiche relative au droit d'établissement (IMM 1000), sa confirmation de résidence permanente (IMM 5292 ou IMM 5688) ou sa dernière carte de résident permanent (carte RP)?

Nom de famille

Prénom(s)

c) Le mineur a-t-il modifié son nom depuis l'obtention de la résidence permanente?

Remarque : Si le mineur a modifié légalement son nom, vous devez soumettre des documents supplémentaires. Consultez [l'Annexe A du guide d'instructions : Changement de nom](#).

Indiquez le nouveau nom légal

Nom de famille

Prénom(s)

d) Est-ce que le mineur a déjà utilisé un autre nom (p. ex., un pseudonyme, un surnom, ancien nom de mariage, etc.)?

Nom de famille	Prénom(s)	Pourquoi ce nom a-t-il été utilisé?

5 a) Quelle est la date de naissance du mineur, comme elle est indiquée sur sa fiche relative au droit d'établissement (IMM 1000), sa confirmation de résidence permanente (IMM 5292 ou IMM 5688) ou sa dernière carte de résident permanent (carte RP).

AAAA	MM	JJ

Remarque : Si la date de naissance du mineur est incorrecte, voir l'Annexe B du guide d'instructions : Date de naissance.

b) Quel est le lieu de naissance du mineur?

Ville / municipalité

Pays ou territoire

c) Le mineur a-t-il, ou a-t-il déjà eu, un statut d'immigration ou de citoyenneté dans un pays ou territoire autre que le Canada? (P. ex., y compris son pays de naissance)? Non Oui

Veuillez préciser ci-dessous.

Pays ou territoire	Statut	Autre	Date d'obtention/ d'entrée en vigueur (AAAA-MM-JJ)	Date d'échéance (AAAA-MM-JJ) s'il y a lieu

d) Renseignements personnels

Genre

Taille

 cm

Ou

 Pi

 Po

Couleur naturelle des yeux

État matrimonial

Remarque : Si le mineur a changé légalement sa désignation de sexe, vous devez soumettre des documents supplémentaires. Consultez l'Annexe C du guide d'instructions : Formulaire de demande de changement d'identifiant du sexe ou genre.

6 Comment pouvons-nous vous joindre à propos de votre demande?

Si vous soumettez votre demande par la poste :

- Toute la correspondance sera envoyée à cette adresse, sauf si vous fournissez une adresse électronique ci-dessous.
- En indiquant une adresse électronique, vous autorisez que toute correspondance, y compris l'information concernant votre dossier et vos renseignements personnels, soit envoyée à cette adresse électronique.
- Si vous souhaitez autoriser la communication de renseignements tirés de votre demande à un représentant, veuillez indiquer son adresse électronique et postale sur le formulaire IMM 5476.

Adresse résidentielle

No d'app/unité

Numéro de rue

Nom de rue

Ville / municipalité

Pays/territoire

Province/État

Code postal

District

L'adresse postale est-elle la même que l'adresse résidentielle?

L'adresse postale

Case Postale

No d'app/unité

Numéro de rue

Nom de rue

Ville / municipalité

Pays/territoire

Province/État

Code postal

District

Numéro de téléphone principal pour vous joindre

	Type	Code de pays	Numéro	Poste
<input type="text"/>				

Autre numéro pour vous joindre

	Type	Code de pays	Numéro	Poste
<input type="text"/>				

Adresse électronique

<input type="text"/>	Confirmez l'adresse électronique
<input type="text"/>	<input type="text"/>

7 DÉTAILS DES PARENTS DE MINEUR - Parent 1 et Parent 2

PARENT 1

a) Indiquez si le parent du mineur est le parent biologique ou adoptif.

b) Nom de famille (Nom de jeune fille, s'il y a lieu)

Prénom(s)

Autre(s) nom(s) utilisé(s)

c) Pays ou territoire de naissance

Date de naissance

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
AAAA	MM	JJ

d) Le(s) grand(s)-parent(s) étai(en)t-il(s) citoyen(s) canadien(s) au moment de la naissance du parent?

e) Ce parent présentera-t-il sa propre demande de citoyenneté canadienne conjointement à celle de la demande du mineur?

f) Quel est le numéro de certificat de citoyenneté canadienne du parent, s'il y a lieu?

Numéro de certificat

Date sur le certificat (AAAA-MM-JJ)

g) Le parent a-t-il quitté le Canada pendant plus d'un an avant le 15 février 1977? Non Oui

Si la réponse est « oui », veuillez indiquer les dates auxquelles le parent a quitté le Canada :

Du (AAAA-MM)	Au (AAAA-MM)	Destination (pays ou territoire)
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

h) Le parent était-il employé à l'extérieur du Canada comme employé de la Couronne (au sein des Forces armées canadiennes, l'administration publique fédérale ou le service public d'une province ou d'un territoire autre qu'à titre d'engagement local) au moment de la naissance ou de l'adoption du mineur?

i) L'un des grands-parents du mineur était-il employé à l'extérieur du Canada comme employé de la Couronne (au sein des Forces armées canadiennes, l'administration publique fédérale ou le service public d'une province ou d'un territoire autre qu'à titre d'engagement local) au moment de la naissance ou de l'adoption du parent?

PARENT 2 Inconnu

a) Indiquez si le parent du mineur est le parent biologique ou adoptif.

b) Nom de famille (Nom de jeune fille, s'il y a lieu)

Prénom(s)

Autre(s) nom(s) utilisé(s)

c) Pays ou territoire de naissance

Date de naissance

AAAA

MM

JJ

d) Le(s) grand(s)-parent(s) étai(en)t-il(s) citoyen(s) canadien(s) au moment de la naissance du parent?

e) Ce parent présentera-t-il sa propre demande de citoyenneté canadienne conjointement à celle de la demande du mineur?

f) Quel est le numéro de certificat de citoyenneté canadienne du parent, s'il y a lieu?

Numéro de certificat

Date sur le certificat (AAAA-MM-JJ)

g) Le parent a-t-il quitté le Canada pendant plus d'un an avant le 15 février 1977? Non Oui

Si la réponse est « oui », veuillez indiquer les dates auxquelles le parent a quitté le Canada :

Du (AAAA-MM)	Au (AAAA-MM)	Destination (pays ou territoire)

h) Le parent était-il employé à l'extérieur du Canada comme employé de la Couronne (au sein des Forces armées canadiennes, l'administration publique fédérale ou le service public d'une province ou d'un territoire autre qu'à titre d'engagement local) au moment de la naissance ou de l'adoption du mineur?

i) L'un des grands-parents du mineur était-il employé à l'extérieur du Canada comme employé de la Couronne (au sein des Forces armées canadiennes, l'administration publique fédérale ou le service public d'une province ou d'un territoire autre qu'à titre d'engagement local) au moment de la naissance ou de l'adoption du parent?

8 a) Quand le mineur est-il devenu résident permanent du Canada?

(AAAA-MM-JJ)

b) Le mineur a-t-il été à l'extérieur du Canada pendant un total de 730 jours ou plus au cours des cinq (5) dernières années ou depuis qu'il est devenu résident permanent?

Non Oui

Si la réponse est oui, remplissez le tableau

De (AAAA-MM-JJ)	À (AAAA-MM-JJ)	DESTINATION Dans quel pays ou territoire le mineur est-il allé?	MOTIF Pourquoi le mineur est-il allé dans ce pays?	Nombre de jours d'absence
				0 jours
				jours
TOTAL				jours

c) Le mineur a-t-il détenu des documents de voyage et / ou des passeports au cours des cinq (5) années précédant la signature de la demande?

Non Oui

Donnez-nous des renseignements au sujet des documents de voyage et/ou des passeports que détenait le mineur pendant la période de cinq (5) ans avant de signer la demande. S'il y a un écart entre ses passeports, veuillez fournir une explication.

Remarque : Vous devez inclure des photocopies des pages de renseignements biographiques de tout passeport et/ou document de voyage avec votre application.

N° de Document	Pays ou territoire d'émission	Lieu de délivrance	Date de délivrance (AAAA-MM-JJ)	Date d'expiration (AAA-MM-JJ)

Si le mineur n'a pas de document de voyage ou de passeport qui était/est valide durant la période de cinq (5) ans avant de signer la demande ou s'il y a un écart entre leurs passeports, veuillez expliquer pourquoi ici.

9 INTERDICTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LA CITOYENNETÉ

Certaines conditions énoncées dans la Loi sur la citoyenneté peuvent avoir une incidence sur la demande de citoyenneté d'un mineur. Répondez à toutes les questions en cochant « oui » ou « non ». Chaque fois que la réponse est « oui », veuillez fournir des détails concernant le mineur. [Voir les situations pouvant vous empêcher de devenir citoyen canadien.](#)

1. Le mineur est-il actuellement :

- sous probation?
- en liberté conditionnelle?
- condamné à purger une peine d'emprisonnement?

2. Le mineur purge-t-il actuellement une peine à l'extérieur du Canada?

3. Le mineur est-il actuellement inculpé, en procès, visé par un appel ou partie à un appel en rapport avec :

- une infraction sous le régime de la Loi sur la citoyenneté ou une infraction punissable par mise en accusation au Canada?
- une infraction commise à l'extérieur du Canada?

4. Le mineur fait-il actuellement ou a-t-il fait l'objet d'une mesure de renvoi (les autorités canadiennes lui ont-elles déjà demandé de quitter le Canada)?

5. Le mineur fait-il l'objet d'une enquête ou d'accusations relativement à un crime de guerre ou à un crime contre l'humanité, subit-il un procès ou est-il partie à un appel à cet égard?

6. Au cours des cinq (5) années précédant immédiatement la date de la demande de citoyenneté, a-t-on interdit au mineur d'acquérir la citoyenneté ou de prêter le serment de citoyenneté en raison de fausses déclarations ou de dissimulation intentionnelle de faits essentiels?

7. Au cours des 10 années précédant immédiatement la date de la demande, la citoyenneté canadienne du mineur a-t-elle été retirée (révoquée) pour cause de fausses déclarations, de fraude ou de dissimulation intentionnelle de faits essentiels?

8. Au cours des quatre (4) années précédant immédiatement la date de la demande de citoyenneté, le mineur a-t-il :

- été reconnu coupable au Canada d'une infraction à une loi fédérale ou d'une infraction en vertu de la *Loi sur la citoyenneté*?
- été reconnu coupable à l'extérieur du Canada d'une infraction, nonobstant le fait qu'il ait obtenu un pardon ou qu'on lui ait accordé l'amnistie à l'égard de l'infraction?

9. Alors qu'il était résident permanent, le mineur a-t-il :

- été reconnu coupable au Canada de terrorisme, de haute trahison, de trahison ou d'espionnage?
- été reconnu coupable de terrorisme à l'extérieur du Canada?
- servi en tant que membre des forces armées d'un pays OU d'un groupe armé organisé alors que ce pays ou territoire ou groupe était engagé dans un conflit armé avec le Canada?

En cochant cette case, je confirme avoir lu et compris les interdictions découlant de la *Loi sur la citoyenneté*.

Si vous avez coché « Oui » à l'une des interdictions énoncées ci-dessus, veuillez donner des précisions ci-dessous. Le cas échéant, annexe des documents du tribunal.

10 Types de certificats de citoyenneté

Veillez choisir le type de certificat de citoyenneté que vous souhaitez recevoir :

11 SERMENT DE CITOYENNETÉ

Si le mineur est âgé de moins de 14 ans, s'il vous plaît veuillez indiquer s'ils souhaitent participer à une cérémonie de citoyenneté.

Remarque : Les mineurs âgés de 14 ans ou plus doivent prêter le serment de citoyenneté. Les mineurs âgés de moins de 14 ans ne sont pas tenus de participer à une cérémonie de citoyenneté pour prêter le serment de citoyenneté.

12 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT

a) Quelqu'un (le parent/tuteur) vous aide-t-il à remplir le présent formulaire?

b) Payez-vous quelqu'un (le parent/tuteur) pour vous aider à remplir le présent formulaire?

Si vous avez sélectionné «Oui» à une des questions ci-dessus, veuillez fournir les renseignements suivants au sujet de la personne qui vous a aidé :

Nom de famille

Prénom(s)

Nom de l'entreprise

Remarque : Un représentant peut être rémunéré ou non. Si votre représentant est rémunéré, il doit être membre en règle du Barreau d'une province ou d'un territoire, de la Chambre des notaires du Québec ou du Collège des consultants en immigration et en citoyenneté (CCIC).

c) Souhaitez-vous nommer un [représentant](#) (comme un consultant en citoyenneté ou en immigration, un avocat, un ami ou un membre de votre famille) qui agira en votre nom auprès de nous?

Si la réponse est « Oui », [vous devez remplir le formulaire Recours aux services d'un représentant \(IMM 5476\)](#) et le joindre à votre demande.

13 SIGNATURE(S)

Je m'engage à aviser Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) de tout changement aux renseignements figurant dans ce formulaire avant que le mineur ne prête le serment de citoyenneté. Je comprends le contenu du présent formulaire. J'atteste que les renseignements fournis sont véridiques, exacts et complets, et que les photographies annexées représentent véritablement le mineur. Je comprends que si moi-même ou une personne en mon nom commettons une fraude, faisons de fausses déclarations ou dissimulons intentionnellement des faits essentiels dans la demande du mineur, le mineur pourrait se voir refuser le droit d'acquérir la citoyenneté canadienne et de présenter une nouvelle demande durant une période de cinq ans, il pourrait voir sa citoyenneté canadienne révoquée et faire l'objet d'accusations en vertu de la *Loi sur la citoyenneté* ou du *Code criminel*.

Remarque : IRCC peut vérifier l'authenticité et l'exactitude des documents que vous avez fournis à l'appui de la demande en vue de l'attribution de la citoyenneté à un mineur auprès de l'organisme qui a délivré les documents.

Signature du parent/tuteur

Ville

Date (AAAA-MM-JJ)

Signature du mineur

Ville

Date (AAAA-MM-JJ)

Remarque : le mineur (âgé de 14 ans ou plus) doit également signer la demande.

Prochaines étapes:

- Veuillez cliquer sur le bouton de validation de votre formulaire de demande pour vous assurer qu'il est complet avant d'imprimer et de signer votre demande
- Payez les frais de demande [en ligne](#) (100 \$ par demandeur mineur âgé de moins de 18 ans) et imprimez le reçu.
- Remplissez la liste de contrôle des documents et joignez-la à votre demande.
- Si les membres d'une famille font une demande ensemble, envoyez toutes les demandes dans une seule enveloppe.
- Faites parvenir votre demande et vos documents à :

Courrier régulier	Adresse de messagerie
Centre de traitement des demandes – Sydney C.P. 7000 Sydney (Nouvelle-Écosse) B1P 6V6	Centre de traitement des demandes – Sydney 49, rue Dorchester Sydney (Nouvelle-Écosse) B1P 5Z2

Avis de confidentialité**Renseignements confidentiels - Fichier de renseignements personnels CIC PPU 050**

Les renseignements fournis dans ce formulaire sont recueillis en vertu de la *Loi sur la citoyenneté* pour déterminer si votre demande de citoyenneté peut être approuvée. Ils seront stockés dans le fichier de renseignements personnels (CIC-PPU-050 intitulé *Citoyenneté canadienne : demande et évaluation*). Ces renseignements peuvent être communiqués à d'autres institutions du gouvernement canadien comme l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) ainsi que des gouvernements étrangers conformément au *Règlement sur la citoyenneté* et au paragraphe 8(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Les renseignements peuvent également être divulgués à des gouvernements étrangers, à des organismes d'application de la loi et à des autorités habilités à détenir en ce qui concerne l'administration et l'application de la législation sur la citoyenneté lorsque l'échange de tels renseignements ne fait pas courir de risques à l'intéressé ou à sa famille. Les renseignements peuvent également être systématiquement validés par d'autres institutions du gouvernement canadien en vertu d'une entente ou d'un accord de validation du statut et de l'identité dans le cadre de l'administration de leurs programmes. Conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et à la *Loi sur l'accès à l'information*, les personnes ont droit à la protection de leurs renseignements personnels, à l'accès à ces renseignements et à leur rectification. Vous trouverez des précisions sur ces questions sur le site Web d'InfoSource à l'adressez <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/acces-information-protection-reseignements-personnels/acces-information/reseignements-programmes-fonds-reseignements.html> qui est également accessible dans toutes les bibliothèques municipales du Canada.

Félicitations, vous avez rempli le formulaire de demande d'attribution de la citoyenneté canadienne à un mineur en vertu du paragraphe 5(2).